

T'OKUP!

Agenda-journal interstitiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

n° 50 (février 2005)

Gratuit bien sûr

www.squat.net/ea



5 ans de T'Okup!

Avec ce 51^e numéro (ça a commencé avec le numéro zéro), voici cinq ans que le T'Okup! relate ce qui se passe dans la mouvance alternative, anarchiste, féministe, antifasciste, squats, etc. avec des contributions écrites pour l'occasion ou en compilant simplement des communiqués significatifs, le plus souvent sur 4 pages. Apport modeste donc, mais toutefois important pour faire passer des infos sur les mobilisations en cours, pour donner une visibilité à ce dont les médias dominants ne parlent que peu ou de façon tordue, mais aussi pour garder des traces d'expériences et de luttes que d'aucun voudraient vite faire oublier pour éviter que les générations suivantes s'en inspirent.

La "ligne" rédactionnelle du T'Okup! ne s'est jamais voulue comme la voix officielle de l'entité espace autogéré ou de quelconques autres groupes, mais comme une volonté de rendre compte de ce qui se passe, de tisser des liens entre les différents gens ou groupes (ce qui a parfois impliqué de devoir courir dans tous les sens pour rappeler d'écrire quelques lignes ou vérifier une info).

Une certaine attention a été portée à ne pas sortir des numéros monothématiques, ce qui n'a pas empêché que certains thèmes reviennent de fait souvent, puisque constitutifs de l'actualité du moment. Dans certains cas, ces thèmes ont pu être développés dans de petites brochures à prix libre, souvent en collaboration avec d'autres collectifs.

Le T'Okup! a pris le relais du Journal du Rézô, qui a paru sporadiquement entre 1993 et 1999.

suite en page 2 >>>

Manifestations contre le WEF

A en croire les médias, les protestations contre le WEF seraient en pleine perte de vitesse et seules quelques centaines de personnes se seraient encore mobilisées cette année. Il est vrai que tout le gratin de la gauche institutionnelle a une fois de plus préféré désertier la rue pour se rendre au rendez-vous en vue de Porto Alegre, où, paraît-il, on a débattu d'autogestion du forum (comme on a parlé de la pauvreté à Davos). Après sa fuite à New York en 2002, le WEF a multiplié son travail de lobbying en direction des médias et ce travail a porté ses fruits. Cette année, l'alibi a pris la forme de quelques "stars" qui ont réussi à extorquer quelques miettes pour des bonnes causes.

Mais à notre avis, le bilan est beaucoup plus contrasté. Il est vrai qu'on a vu un recul en ce qui concerne le contenu de l'appel de l'alliance antiwef, de l'écho et des alliances qui ont pu être mises en place, et également dans la stratégie de ne plus chercher à bloquer le WEF et de manifester ailleurs pour ne pas entrer dans le scénario de l'escalade préparé par les autorités.

Pourtant, malgré la militarisation du pays et la suspension du droit de manifester sous prétexte de risque de débordements, jamais il n'y a eu autant d'actions de protestation contre le WEF. Pour en citer quelques-unes, mentionnons les manifs ou actions préliminaires à Coire, Delémont, Winterthur, Berne, Genève, le 22 janvier dans toute la vieille-ville de Berne, au bord de l'Aar, en banlieue bernoise et à Burgdorf, mais aussi à Schaffhouse ou à Yverdon, puis dans la jours suivants à Berne de nouveau, au Tessin et finalement à Bâle, où la police a encore une fois empêché la manifestation d'avoir lieu avec un dispositif intercantonal aussi conséquent que le 22 à Berne. Sans oublier bien sûr Davos, où une centaine de manifestant-e-s ont réussi à se rassembler malgré l'interdiction et les barrages de Fideris. Davos qui a aussi vu une deuxième manifestation, instiguée par des habitant-e-s de la station.



Le 22 janvier sur la place fédérale à Berne



Manifestation à Davos le 22 janvier

Cela montre que la politique d'intimidation qui a atteint un nouveau sommet l'année passée à Landquart n'a pas réussi à faire rester les gens à la maison, au contraire. Bien sûr, des centaines de personnes ont à nouveau été contrôlées et fichées, mais peut-être qu'en terme de modes d'actions et de contacts avec les passant-e-s, de nouvelles portes se sont ouvertes (voir article page suivante). De plus, à entendre les discussions de bistrot, de supermarchés, au travail ou dans les transports publics, peu de gens sont dupes sur ce que représente le WEF. Il

n'y a quasiment plus un secteur de la société où les effets désastreux des politiques capitalistes ne se font pas sentir de façon palpable. Reste à savoir comment traduire ce mécontentement généralisé dans les faits.

Un projet de brochure est en cours pour rappeler ce qu'est le WEF, l'historique des luttes, et tirer un bilan des dernières années.

Coordination anti-OMC - Lausanne



L'idée de départ était de faire une feuille d'info vite faite, vite distribuée, mais à parution régulière de façon à avoir un certain suivi (combien de journaux prometteurs se sont arrêtés au premier ou deuxième numéro).

Autre aspect essentiel : la gratuité. Marre de devoir payer pour s'informer, marre de se faire chier à vendre sa pile de journaux à chaque manifestation, marre de ne recevoir des trucs gratuits que quand ils sont bourrés de pub.

Tous cela n'a pas changé et s'avère être une bonne formule. Même avec le développement d'internet et de moyens d'infos comme indymedia, les publications sur papier restent importantes (on va quand même pas lire son laptop aux chiottes).

Il est toutefois clair qu'une véritable revue théorique par et pour celles et ceux qui se bougent reste à faire en Suisse romande (avis aux intéressé-e-s) pour permettre de développer des analyses et de débats de fond qui font parfois défaut.

Ces dernières années, des formes de luttes et de résistance intéressantes se sont (re)développées (Critical Mass, Street Party, groupes d'affinités et actions de toutes sortes dans le cadre des luttes contre la globalisation capitaliste, occupations dans un contexte de plus en plus difficile, etc.). Si quelques unes ont déjà atteint certaines limites et que les forces de répression ont aussi adapté leurs dispositifs, d'autres surgiront de notre colère et de notre imagination.

Puisse le T'Okup! y apporter sa modeste contribution.

Les anciens numéros du T'Okup! sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos.

Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

A Davos envers et contre tout

Une centaine de personnes sont parvenues à monter à Davos le 22 janvier et à y tenir une manifestation (photo ci-dessous).

L'annonce de la manif à la radio a suscité la joie des manifestant-e-s à Berne.



On a rien cassé mais on vous informe quand même Au cas où ça vous intéresserait malgré tout

Journée d'action contre le WEF à Berne

Samedi 22 janvier, malgré un déploiement policier sans précédent et l'interdiction de manifester, le mouvement anti-WEF a réussi à se réapproprié la rue !

Manif interdite, manifs partout !

Il est difficile de rendre compte de l'ambiance qui régnait le 22 janvier 2005 à Berne. La manifestation prévue par l'Alliance anti-WEF ayant été interdite de facto car personne ne voulait manifester dans la cage que les autorités s'approprièrent à ériger sur « la plus prestigieuse place de Suisse » (dixit la municipale de police bernoise), un appel à se rendre malgré tout dans la capitale pour y mener des actions décentralisées en petits groupes a été lancé une semaine avant la date fatidique. L'Alliance anti-WEF s'est refusée d'appeler dans un premier temps à une manif puis à des actions non-violentes comme l'exigent aujourd'hui systématiquement les bien-pensantEs, mais elle a également refusé de souscrire au scénario de confrontation mitonné par la flicaille et les autorités. Au dernier moment, la police a toutefois autorisé une parade dansante au bord de l'Aar avec cinq sound systems. Cette dernière a été essentiellement autorisée pour des raisons tactiques: la police espérait ainsi éloigner le plus possible de manifestantEs du centre commerçant de la ville où devaient avoir lieu les actions.

Etat de siège

En se promenant le matin la ville semblait calme, les gens faisaient leurs courses et seuls quelques magasins avaient barricadé leurs vitrines à l'aide de palissades en bois, contrairement à ce que les mass médias propageaient depuis quelques jours pour faire monter la tension et décourager ainsi un maximum de personnes à répondre à l'appel. Tous les poncifs sur les débordements et les « casseurs » nous ont été servis, alors que l'année dernière, comme de coutume, c'est la police qui a fait régner la terreur en s'attaquant à un train rempli de manifestantEs rentrant d'une paisible manif autorisée à Coire, fichant au passage plus de mille personnes (T'Okup! 43 et 45). Les choses ont commencé à se corser et la ville de Berne à prendre une couleur franchement martiale vers 11h30 lorsque huit camions militaires et d'innombrables fourgons remplis d'anti-émeutes ont commencé à converger vers la gare pour réceptionner un train parti de suisse romande. Contrairement à d'autres, des personnes de Lausanne, Genève et Neuchâtel avaient décidé d'y aller groupées, refusant de se séparer et revendiquant le droit de se rendre à la parade dansante autorisée. Toute la gare a été bloquée pour réceptionner ces

dangereux/euses manifestantEs en tutus roses armés de musique et de matériel de jonglage. Les flics ont alors amené une table dans le souterrain de la gare pour

procéder à une fouille systématique et au fichage des manifestantEs. Les fiches étaient ensuite classées dans l'une ou l'autre des deux attachés-case, selon la dangerosité supposée du/de la ManifestantE. Certains ont été arrêtés, menottés et emmenés au poste pour possession de marker, mini-ciseaux de trousse de secours, lunettes de protection (rappelons que plusieurs personnes ont perdu l'usage d'un œil ces dernières années suite aux tirs tendus de balles en caoutchouc) ou spray au poivre. Notons que la possession d'aucun de ces objets n'est en soi interdite. Les autres ont été relâchéEs petit à petit par des sorties différentes afin de les disperser. Outre les anti-émeutes, une masse impressionnante de flics en civil parcouraient la gare et la ville, à l'écoute attentive des conversations des manifestantEs, tandis que flics et sécu empêchaient de filmer même des journalistes.



Le WEF y'en ai plein le sac!

Pendant ce temps, les personnes qui avaient décidé de se rendre à la parade dansante contre le WEF qui devait débiter à midi avaient, elles aussi, droit à des contrôles volants lors de leur passage du pont qui menait au lieu de

rendez-vous. Tout cela avait un petit goût de loi martiale qui ne semblait pas déranger des autorités toujours promptes à parler de pacifisme et de non-violence. On pouvait craindre le pire.

Subvertissons leur répression

Malgré le fait que des escadrons d'anti-émeutes quadrillaient tout le centre-ville, l'ambiance a changé du tout au tout aux alentours de 13 heures lorsque des centaines de petits groupes envahirent la cité tournant en dérision l'ordre répressif et marchant qui y régnait.

Il est impossible de citer ici toutes les actions menées. Mais nous ne résistons pas à en décrire quelques-unes. Tout ceci avait un petit air surréaliste dans cette ville en état de siège. Il a ainsi été possible de croiser une troupe de faux militaires débraillés qui marchait au pas et singeait les forces de l'ordre faisant le



Manifestants déguisés en policiers

salut lorsqu'ils croisaient une colonne d'anti-émeutes. Alors que ceux-ci avaient encerclé des centaines de personnes ayant tenté une manif, les faux militaires se sont dirigés vers le cordon de police pour ramper entre les jambes des flics interloqués et rejoindre ainsi les manifestantEs momentanément prisonniers/ères. Un peu auparavant, un groupe d'adorateurs/trices du capital qui arboraient un gros dollar au bout d'une perche était venu se prosterner devant un Mc Do en psalmodiant des prières à la gloire de la multinationale. Egalement pris dans la nasse précédemment évoquée, le groupe est allé se prosterner cette fois-ci devant les forces de l'ordre. Un cordon de manifestantEs s'était formé derrière le cordon policier et les gens applaudissaient, empêchant les anti-émeutes - inquiets d'être ainsi pris en sandwich - de se sentir en terrain totalement conquis. Une fausse patrouille de flics armés de matraques et de boucliers paraissait et gesticulait, faisant la circulation aux passages des vrais véhicules de police et militaires qui transportaient les troupes d'un coin à l'autre de la vieille-ville. Au détour d'une place, on tombait sur un groupe de quatre personnes en costard assises par terre, entourées d'un barbelé, qui jouait au monopoly sur un plateau au centre duquel figurait le sigle du WEF. D'autres avaient décidé de se mettre un cornet type Migros sur la tête sur lequel figuraient des inscriptions dénonçant le WEF et de parcourir ainsi les supermarchés. Un autre, isolé, avait adopté une patrouille d'anti-émeutes qu'il suivait tout en imitant scrupuleusement les postures. D'innombrables personnes se baladaient dans tout le centre munies de pancartes ou encore de ballons multicolores gonflés à l'hélium sur lesquels on pouvait lire « faites sauter le WEF, un autre monde est possible ».

Une femme s'appliquait quant à elle à faire reluire le bouclier des anti-émeutes à l'aide d'un chiffon. Passait alors un groupe de « supporters de la Municipalité rouge-verte » demandant plus de répression, arborant des calicots sur lesquels on pouvait par exemple lire « Tschäppät (maire socialiste de la ville de Berne) tu es des nôtres » et scandant « à ceux qui veulent dominer le monde, nous répondons bienvenus ». D'autres encore avaient monté une fanfare, s'étaient habillées en pleureuses, avaient transposés des ateliers de couture des townships sur le trottoirs ou se sont enfermés dans une



Le WEF a toujours besoin de femmes de ménage

cage de hamster en criant Wipe ou WEF!, tandis qu'un couple baillonné distribuait des tracts tout blancs en arborant une banderolle « Consume and shut the fuck up. » A noter encore que sur bien des places ou à l'aide d'une petite radio qu'il était conseillé de prendre avec soi, il était possible d'entendre radio Rabe qui diffusait des informations sur le déroulement et le pourquoi de cette journée de protestation. La liste serait encore longue et nous encourageons les personnes qui ont participé à la journée d'action à rendre

compte de ce qu'elles ont fait ou vu afin que toutes et tous puissent s'en inspirer ou trouver de nouvelles idées pour détourner le triste quotidien auquel les capitalistes, avec la complexité des autorités, fussent-elles de gauche, voudraient bien nous réduire.

Vu des circonstances plus qu'inquiétantes, un bilan réjouissant qui reste à faire

Sans surprise, les commentaires des mass médias se résument généralement à relater le fait qu'il n'y a pas eu de casse et d'affrontements, que tout est resté calme. C'est en effet depuis quelques années bien souvent le seul critère à l'aune duquel les journalistes rendent compte des manifs. Soit il y a de la casse - quitte à dénicher péniblement une photo de banque sprayée - et il y a matière à article, soit il n'y a pas de casse et il n'y a rien à rendre compte, n'en déplaise à celles et ceux qui trouvent que la casse fait passer sous silence le contenu des manifs. Un léniniste attardé nous expliquera peut-être doctement que ce n'est pas ainsi que nous ferons la révolution. Certes. Peut-être. N'empêche que quelque chose s'est passé ce 22 janvier 2005 à Berne bien qu'il soit encore trop tôt pour en tirer un bilan, qu'il s'agira d'en débattre collectivement ces prochaines semaines. L'intransigeance de la police et des autorités, si elle n'a pas eu raison de notre détermination, nous a en quelque sorte poussés à faire ce dont nous parlions depuis longtemps mais n'avions jusque-là jamais osé mettre en œuvre. Une manifestation étant impossible dans le contexte bernois décrit, il a fallu mettre à contribution l'imagination et la fantaisie de chacune et chacun pour détourner l'interdiction tout en évitant le massacre. Et ça a marché ! Bien sûr de nombreuses choses sont à revoir et gageons que les forces de répression sauront également adapter leur dispositif. Cette tactique a montré un certain nombre d'avantages. Plutôt que d'avoir une manif de quelques milliers de manifestantEs qui défilent durant deux heures en ville, la manif s'étend tout l'après-midi à l'ensemble du centre-ville. Cela casse avantageusement la barrière qu'il y a souvent entre l'intérieur et l'extérieur de la manif, celle-ci se dissolvant dans la population. De ce fait, il est plus facile de s'arrêter pour discuter avec les gens, puisqu'il n'y a pas le risque de perdre la manif ou de devoir lui courir après. Il s'est avéré que nombreuses étaient les manifestantEs ayant préparé des actions et des

formes de protestation pour cette journée. Les gens s'impliquent plus facilement, il est possible d'organiser quelque chose avec des amiEs et cela produit une joyeuse émulation. Si un cadre avait bien été posé pour cette journée, il était largement possible de se l'approprier.

Si la présence policière massive et menaçante reste bien sûr un problème majeur, elle avait toutefois l'avantage, puisque devant être présente partout en même temps, de

bloquer à elle seule la gare, la circulation et les commerces qui ont eu plus de peine que d'habitude à extorquer au populo l'argent qu'il avait gagné durant la semaine. Il était également étonnant de voir la capacité des manifestantEs à tourner en dérision les innombrables provocations policières. Bien souvent les anti-émeutes ne savaient plus où donner de la tête et le type d'actions menées ne légitimait pas une intervention musclée. Sans compter que les manifestantEs étant répartiEs dans tout le centre, il leur aurait fallu gazer tout le centre. On a ainsi eu l'impression que certainEs anti-émeutes ont passé leur après-midi à monter et descendre de leur fourgon.



Distribution de bonbon antirépression

Certes, bien des choses sont à dire au chapitre de la répression et de l'intimidation : contrôle et fichages de masse (654 personnes, à quoi il faudra ajouter quelques centaines lors de la non-manif de Bâle quelques jours plus tard), check-points à la gare à l'aller comme au retour et volant dans tout la ville. Confiscations d'objets prétendument dangereux et arrestations préventives de personnes (79 hommes et 5 femmes) étaient là comme pour justifier l'ampleur du dispositif mis en place. Jamais nous n'avions vu autant de flics en civil. De nombreuses choses doivent encore être éclaircies, notamment le déroulement des détentions. Un manifestant s'est par exemple vu lâcher un chien dans la cage où il était détenu et mordre la jambe parce qu'il protestait contre son enfermement. Il a été emmené à l'hôpital. A ce titre, nous verrons ce qu'auront à répondre ce coup-ci certainEs parlementaires de gauche qui préfèrent aller se pavaner à Porto Alegre en nous conseillant de parsemer nos appels du qualificatif de non-violent devant à lui seul nous préserver de la répression.

A noter que quasi plus aucun parti ou syndicat ne se risque à critiquer le WEF, sans parler d'appeler à manifester.

Espérons que l'expérience de ce 22 janvier encouragera les nombreuses personnes intimidées par la répression de ces dernières années à redescendre dans la rue. Il n'en demeure pas moins qu'une telle présence policière et qu'un tel fichage soit possible reste inquiétant !

Ce fut une curieuse journée. Même si cela peut paraître contradictoire, nous avons l'impression de nous être réapproprié la rue l'espace d'un instant.

**Wipe out WEF !
A bas l'Etat policier !
A bas l'Etat !**

Journée Anti-WEF du 22 janvier à Berne. Compte-rendu romand

Alors que la police se félicite de sa conduite durant cette journée classée à risque, les débordements policiers ne manquent pas.

Lorsque le train romand (celui de 10h10 depuis Genève) arrive en gare de Berne, on nous annonce une forte présence policière. Nous décidons de nous rendre groupés, mais pacifiquement, à la manifestation autorisée « Dance Out WEF ». Le groupe d'environ 90 Romands se dirige vers des escaliers montant depuis le quai, mais un groupe d'une vingtaine d'anti-émeute, fusils braqués sur la foule, nous fait signe de ne pas emprunter cette voie. Aucune cagoule, masques ou jets d'objet à signaler. Le groupe de protestataires se dirige donc en direction d'escaliers descendant sous les quais de la gare et, guidés par un fort dispositif policier, se retrouve rapidement pris au piège entre trois parois et un mur d'anti-émeutes.

Nous patientons ici environ une demi-heure en essayant de demander à la police ce qu'elle veut, en lui expliquant que nous voulons seulement aller à la manifestation autorisée, certains jonglent ou font de la musique.

Puis, rapidement, les anti-émeutes procèdent à des arrestations plus ou moins violentes. Le groupe de romand s'étant assis et tenu les uns les autres, certains activistes sont violemment arrachés, frappés, plaqués contre le sol, immobilisés, etc.

Après une fouille de chaque personne et un contrôle d'identité, une partie du groupe est classée chez les « bons », l'autre chez les « mauvais ». Pour être classé chez les mauvais, il suffit par exemple de posséder une paire de lunettes contre les balles en caoutchouc, un marqueur, un tipex (et oui, on peut faire du graffiti avec un tipex, vous l'ignorez ? Et bien pas la police), un couteau à beurre... ou simplement avoir résisté un peu trop à l'arrestation. Bref, un tiers du groupe de départ se retrouve dans le mauvais groupe, pour des détails que sont par exemple une craie oubliée dans une poche de pantalon (car une craie est, vous le verrez, un motif suffisant pour une garde à vue de 8 heures).

Ceux-ci sont alors menottés, puis emmenés en fourgon à un commissariat environ une demi-heure plus tard.

Arrivé au commissariat, nous sommes parqués dans une première cage pendant que, tour à tour, nous sommes fouillés totalement (nus), fichés (photo individuelle et informations telles que le nom, l'adresse, etc.), puis interrogés. Nous sommes à chaque fois changés de cage entre les différentes phases de la procédure. Il nous est interdit de téléphoner, de manger, de boire, de fumer, seulement

un nombre restreint de personnes peuvent bénéficier de policiers parlant français (pour la fouille et l'interrogatoire), les autres doivent se contenter d'interpréter les gesticulations des policiers germanophones, on nous demande de signer des papiers en allemand, etc. Ceux qui font valoir leurs droits et refusent de parler en allemand, demandent de téléphoner, ou le numéro de matricule d'un policier, sont renvoyés dans la cage de départ sans passer à l'étape suivante.

Certains policiers insultent les interpellés, les menacent, les rabaisent devant d'autres collègues,...



Interpellations de romands dès leur arrivée en gare de Berne

Ici un exemple d'une conversation pendant l'interrogatoire :

Policier 1 : « On va s'occuper des petits trous du cul dans ton genre »

Interpellé : « Je vais porter plainte pour insulte si vous continuez »

Policier 2 : « Ah bon ? Quelqu'un a entendu une insulte ? »

-rires-

-le téléphone de l'interpellé sonne-

Policier 1 : « Allo ? »

Interpellé : « Ceci est mon téléphone privé, vous n'avez pas le droit de répondre à ma place ! »

Policier 2 : « Tais-toi ! Rien de ce qui est à toi n'est privé ici ! »)

Lorsque la fouille révèle d'autres objets, certains agents montrent clairement des signes de violence en hurlant des insultes dans les oreilles des prévenus, main levée au dessus de la tête (comme pour frapper).

Le seul droit qui nous est accordé est celui d'aller aux toilettes. Toutes nos affaires nous sont retirées (montre, ceinture, bonnet, écharpe, téléphone, appareil photo, etc.), nous disposons seulement des vêtements que nous avions au moment de l'arrestation et impossible de faire comprendre à nos geôliers que, la température étant d'environ 10 degrés, nous commençons à avoir froid. On nous explique enfin que nous avons un périmètre dans lequel nous n'avons plus le droit de nous déplacer en groupe (ce périmètre représente la vieille vielle de Berne). A la question « Comment rentrerai-je chez moi avec des amis puis que la gare est

dans la périmètre de sécurité ? », la police nous répond : « Pas de problème, vous verrez ». On fait un inventaire de nos affaires en allemand puis, on nous transfère enfin vers la dernière cage.

Nous sommes donc enfin emmenés vers une dernière cage au sous-sol où la température est encore plus basse et l'air très humide. Nous patientons ici plusieurs heures (jusqu'à 5 heures), parqués dans des cages divisées entre majeurs et mineurs et surveillées par des anti-émeutes et leurs fidèles chiens aux aboiements incessants. On nous refuse toujours de téléphoner, de nous expliquer pourquoi nous avons été arrêtés, de nous dire quand nous allons être relâchés, etc. La température devient insupportable, surtout sans pouvoir s'asseoir autre part que sur le sol gelé et sans avoir mangé depuis plusieurs heures maintenant. Lorsqu'un prévenu s'adresse à un policier pour lui dire qu'il fait froid, celui-ci lui répond : « Ça va être encore plus froid pour toi si tu continues ».

Nous avons été interpellés à midi, puis, de 18h à 21h, nous sommes progressivement transférés dans des fourgons jusqu'à la gare par petits groupes de sept environ (en passant par le poste pour récupérer nos affaires, sauf évidemment celles « dangereuses », comme un stylo un peu trop gros par exemple, que la police conserve). Un ami constate alors que la police a utilisé son portable pour appeler sa mère et l'en a vidé de tout l'argent alors que de nombreux téléphones fixes sont présents au poste. Certains effets personnels (tel des photos) ne sont pas rendus non plus.

Nous sommes alors enfin relâchés, après plus de 8 heures de détention pour certains, motivées par la simple volonté d'aller manifester son désaccord avec la politique du World Economic Forum.

Encore une fois la police engraisse ses fiches sur les contestataires. Encore une fois la répression est poussée à son comble pour dégoûter un maximum ceux qui protestent, même pacifiquement. Encore une fois le WEF a lieu sans pouvoir faire entendre sa voix.

Landquart 2003

Landquart 2004

Berne 2005



Gare de Berne. Tables, formulaire spéciaux,.... Tout avait été prévu d'avance pour optimiser le fichage.

WEF et mensonges policiers

WEF : quelques mensonges policiers

Les manifestantEs de Berne n'ayant pas donné suite aux provocations policières, les flics de la capitale ont une fois de plus dû faire recours à une série de mensonges éculés pour justifier « la plus grosse mobilisation policière de tous les temps » (selon les termes du responsable de police).



*L'attitude de la police: transparente comme ses boucliers!
(ici lors de l'arrestation de romands en gare de Berne pour empêcher de prendre des images)*

Coût de l'intervention

Il s'agit pour la police de cacher le coût de cette débauche de moyens répressifs afin de ne pas se mettre à dos les contribuables. C'est ainsi que le lendemain de la manif, la Municipale bernoise de police prétendait toujours être incapable d'avancer un chiffre concernant les centaines ou les milliers d'anti-émeutes mobilisés à 400 frs par jour. Elle répliqua avec un argument qui tue : « Il faut toutefois prendre en compte ce qu'auraient coûté des déprédations de toutes sortes ». Il va sans dire que lorsqu'il s'agit de chiffrer les dégâts occasionnés par une manif, police et médias ne sont jamais avarés de chiffres. Avec une exception tout de même : le coût des blessures et invalidités provoquées par les interventions policières ne sont, elles, jamais prise en compte. Le lundi, ne pouvant pas continuer à prétendre ne pas connaître le coût de l'intervention, elle a avoué ne pas vouloir répondre à cette question, renvoyant au conseil communal au cas où il y aurait un intérêt public à être informé sur la question. Ainsi dans plusieurs semaines ou mois, lorsque cela n'intéressera plus grand monde, une parcelle de vérité nous sera peut-être révélée.

Dans le même ordre d'idée, le nombre exact de flics mobilisés n'a pas été dévoilé.

Interception de six «cocktails molotov» et de jerricanes d'essence... vides !

Montrer des bouteilles de bières vides pour justifier un déploiement de force est une astuce policière qui a fait ses preuves et fonctionne toujours. Les jerricanes d'essence vides ont bien existé. Ils ont fait office de percussions. Rares sont les journalistes professionnels avides de carrière à ergoter sur ce genre de détails. Il n'est certes pas à exclure d'emblée que des personnes aient pu amener des cocktails molotov. Il est toutefois curieux que la police ne se vante pas des arrestations qui s'en seraient suivies. Pour mémoire, rappelons qu'à Gênes, comme une vidéo le révéla, c'est la police elle-même qui avait placé des cocktails molotov dans l'école Diaz pour justifier la terreur policière.

Neuf matraques

Les neuf matraques confisquées s'avèrent finalement être des jouets en plastiques qui auraient dû servir d'accessoires pour un théâtre de rue. La police finit par l'admettre mais ajoute aussitôt que remplies de sable (ce qu'elles n'étaient pas) ces matraques creuses en plastique peuvent devenir des objets potentiellement dangereux.



WEF encore...

Manif interdite à Bâle

Samedi 29 janvier, les manifestant-e-s anti-wef ont été accueilli-e-s par "le dispositif policier le plus important de tous les temps", selon les termes mêmes de la Basler Zeitung. Là aussi les manifestant-e-s rapportent: encerlement dès la sortie de la gare, contrôles et fichage de masse, charge contre les personnes qui restaient autour du sound system, arrestations brutales et usage du canon à eau par moins 5 degrés.

Barrières à Coire

Les barrières érigées en vieille-ville de Coire en prévision de la manif du 15 janvier étaient encore là le 29 du mois. Ces barrières n'ont pas été posées pour des raisons de sécurité mais afin d'intimider la population. Là où les riches et les puissants se rencontrent, les autorités enferment la population.

<http://www.ch.indymedia.org/de/2005/01/29789.shtml>

Barbelés

Lors de la manif du 22 janvier à Berne, un journaliste a été arrêté car en possession d'un bout de fil de fer barbelé de 10 cm de long distribué par des membres d'un fictif Parti sécuritaire (PS) en protestation contre l'interdiction de manifester et les mesures liberticides instaurées par la majorité rose-verte de la ville. Alors que la police et l'armée ont posé des kilomètres de barbelés à Davos et ailleurs pour raisons de sécurité, ce même barbelé distribué ironiquement par des manifestantEs revêt subitement un caractère dangereux pour la population.

<http://www.ch.indymedia.org/de/2005/01/29839.shtml>



Port de barbelé prohibé

Prise d'ADN

Des personnes qui se sont faites arrêter alors qu'elles manifestaient contre le WEF à Schaffhouse le 22 janvier se sont vues prendre l'ADN lors de leur garde à vue. Un précédent existe à Winterthur où la police avaient pris l'ADN de squatters.

"J'ai refusé le test ADN. On m'a alors ouvert la bouche de force et vite-vite fait le frottis bucal" (commentaire 23.01.05).

<http://www.ch.indymedia.org/demix/2005/01/29520.shtml>

STOP RENVOIS! Dernières nouvelles



Les manœuvres du Conseil d'Etat

Le 18 janvier 05, le Conseil d'Etat, après de longues délibérations, fait part de sa position sur le dossier des débouté-e-s. Malgré certaines rumeurs faisant état d'un compromis, le gouvernement annonce que tou-te-s les débouté-e-s devront quitter la Suisse. Les personnes jugées « vulnérables » (femmes seules d'origine kosovare ou venant de Srebrenica, familles avec enfants mineur-e-s dont le dossier avait été transmis à Berne) obtiennent un sursis de 3 mois pour mieux préparer leur retour. En d'autres termes, prolongation de l'angoisse et convocations incessantes au Service de la Population (SPOP) qui les met sous pression.

Sous les termes de « climat serein », d'« accompagnement » et de « parrainage », le gouvernement annonce donc l'application imminente des mesures de contraintes (arrestation, détention administrative et renvoi) pour les célibataires, couples sans enfants et familles dont le SPOP n'a pas envoyé le dossier à Berne.

Bien conscient de son isolement, le Conseil d'Etat appelle cependant les partis, églises et associations à créer un groupe de travail chargé de préparer l'aide au retour.

La hiérarchie des églises s'est dite prête à suivre le Conseil d'Etat et les socialistes, par le biais de savantes contorsions linguistiques, ont aussi annoncé leur participation tout en se disant opposé-e-s aux mesures de contraintes. Les associations, de leur côté, ont en grande majorité refusé de s'associer à cette mascarade.

Une première réunion de ce groupe sur la faisabilité de l'aide au retour a eu lieu le 27 janvier, et d'autres sont prévues pour le mois de mars. Certaines et certains espérant toujours élargir le mandat de ce groupe à un réexamen des retours eux-mêmes.

La situation des personnes déboutées

Tou-te-s les débouté-e-s vivent actuellement dans des situations kafkaïennes. Convoqué-e-s de manière quasi-hebdomadaire au SPOP, avec menace d'arrestation s'ils ou elles manquent le rendez-vous, les débouté-e-s doivent lutter avec une administration complètement arbitraire qui délivre selon son bon vouloir prolongations de quelques jours et autorisations de travail. Tout refus de collaborer est considéré comme un délit. Il s'agit de bien faire comprendre au requérant-e-s qu'ils et elles n'ont plus aucun droit. Beaucoup de personnes souffrent de cette torture psychologique.

De nombreux collectifs de soutien continuent à lutter pour faire reculer le gouvernement. A Yverdon, Vevey, Payerne, Morges, à la Vallée de Joux et ailleurs les gens continuent de se mobiliser. Et même si le discours du Conseil d'Etat reste le même, celui-ci n'a toujours pas mis à exécution les renvois dont il parle depuis bientôt une année.

La pointe de l'iceberg

La lutte menée autour des débouté-e-s vaudois-e-s a permis de faire le jour sur certaines pressions inacceptables que les autorités font vivre aux requérant-e-s. Malheureusement, toute une série de durcissements sont actuellement en préparation, sous l'œil réjoui du conseiller fédéral Blocher. La révision de la loi d'asile est actuellement en consultation, et devrait passer en votation dans les mois à venir devant le Conseil des Etats.

Parmi les modifications, on trouve notamment un renforcement et une extension des mesures de contraintes. Ainsi, un-e requérant-e dont la demande est refusée et qui ne veut pas retourner dans son pays d'origine (n'ayant donc commis aucun délit) pourra être mis-e en détention pour une durée de 18 mois (contre 9 actuellement) dans l'attente de son renvoi. Les requérant-e-s pourront également être incarcéré-e-s pour « insoumission ». Les permis humanitaires seront supprimés au profit d'une « admission provisoire » et toute aide sociale sera supprimée pour les personnes déboutées.

Une loi qui tue

Le 23 janvier 2005, on apprenait le quatrième décès suite aux mesures de contraintes dont l'introduction remonte à 10 ans.
En 1999, Khaled Abuzarifeh, mort par étouffement.
En 2001: Samson Chukwu, mort par étouffement.
En 2001: Hamid Bakiri, suicidé
En 2005: suicide d'un jeune requérant qui était détenu en mesures de contraintes depuis plusieurs mois.

Retrouvez toutes les infos au jour le jour sur www.stoprenvoi.ch



Devant un panneau publicitaire lors de la marche des sans-papiers à Lausanne, 27 novembre 2004

ASILE: 10 ans de lois répressives

Samedi 5 février à Zurich, une manifestation appelée par de nombreux collectifs dont Augenauf a réuni près d'un millier de personnes pour dénoncer les 10 ans de l'entrée en vigueur des infames mesures de contraintes. Le même jour à Fribourg, se tenait une manifestation pour protester contre les renvois.

Extraits et adaptation libre de l'appel pour la manif de Zurich.

Le 1er février 2005 marque les 10 ans de l'entrée en vigueur des tristement fameuses mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers, seulement quelques mois après leur acceptation en votations fin 1994 (alors qu'il a fallu des années pour appliquer d'autres objets votés, par exemple l'assurance maternité).

Un coup d'oeil en arrière sur une décennie des lois d'exception et des campagnes de dénigrement à l'égard de la population migrante; une décennie de durcissement systématiques des droits fondamentaux des étrangers/ères et du droit d'asile. Depuis lors, en vertu des mesures de contraintes, un requérant d'asile peut être maintenu en garde à vue pendant une période pouvant aller jusqu'à neuf mois en vue de son expulsion, sans avoir commis la moindre infraction. Sur la base de la loi sur la limitation de la liberté de mouvement, un autre peut, sur simple soupçon, se voir interdire de pénétrer dans un périmètre précis.

Tout cela n'est que la continuation de la politique suisse de dissuasion d'asile en oeuvre depuis longtemps (1), qui a vu les principaux partis s'aligner peu ou prou sur les discours racistes et xénophobes des formations populistes d'extrême-droite.

Entre temps, d'autres lois encore plus dures se sont ajoutées à cet arsenal répressif, ce qui n'a pas manqué de produire des conséquences catastrophiques sur les conditions de vie des personnes concernées.

C'est en sang humain qu'un lourd tribut est payé à la politique migratoire européenne. Chaque année des milliers de personnes meurent aux portes de l'Europe-forteresse. Les un-e-s fuient la guerre, la persécution, la discrimination, la pauvreté, la famine et l'asservissement sexuel, les autres recherchent un lieu où ils/elles pourraient vivre dans des conditions conformes à la dignité humaine. Il n'existe pas de chiffres exacts. La globalisation et les multinationales occidentales, par le pillage de leurs ressources, les obligent à fuir vers les pays qui s'enrichissent sur leur dos.

En Suisse également, un très lourd tribut est payé à une politique d'asile répressive, dont la déportation et l'intimidation à tout prix constituent le cynique objectif. La triste réalité est qu'il y a des morts lors des expulsions, des suicides, des décès dus soit au refus d'administrer des soins médicaux d'urgence, soit dus à des causes jamais élucidées.

Il est regrettable que le grand public et les politiques ne semblent pas vraiment s'intéresser au fait que ceux et celles qui échappent aux situations intenable, qui réussissent à entrer en Suisse et à y demander protection, soient l'objet de tracasseries, accusé-e-s de criminalité et d'abus, et mis au ban de la société par tous les moyens. A cela s'ajoutent la détention prolongée en vue d'expulsion, les non-entrée en matière (NEM), la cessation de paiement de l'aide sociale, le refus des soins médicaux de base, l'utilisation de bunkers ou d'abris anti-aérien pour « loger » les requérant-e-s. Voilà quelques armes utilisées pour intimider, mettre à l'écart de la société et créer des sans-papiers corvéables à merci. Le but ultime étant de rendre la Suisse la moins attractive possible pour les requérant-e-s d'asile. Acculé-e-s, ces derniers sont se tournent vers l'illégalité quand la vie devient précaire et l'avenir incertain. Accusé-e-s de tous nos maux, ils/elles sont ballotté-e-s par les politiques de plus en plus démagogues comme une balle de ping pong, chaque autorité la renvoyant à l'autre. Le conseiller fédéral Blocher a décrété l'état d'urgence et réclamé, il y a quelques semaines, une détention illimitée pour les personnes en attente d'expulsion, contrevenant ainsi aux conventions internationales sur les droits de la personne. Il a curieusement été applaudi.

Malgré ces circonstances difficiles, des milliers de requérant-e-s d'asile déboutés et de sans-papiers se battent au quotidien pour la survie et le droit de séjour en Suisse. Ne soyons pas complices, soyons solidaires!

- **Personne n'est illégal-e! Egalité des droits pour tou-te-s!**
- **Assez de diatribes racistes contre les réfugié-e-s! Contre tous les renvois!**
- **Pour une politique d'asile solidaire! Régularisation collective!**
- **Liberté de circulation et d'établissement!**

(1) Voir à ce propos le livre « Faux réfugiés? » d'Alain Maillard et Christophe Tafelmacher, qui montre l'évolution politique et juridique en la matière de 1979 à 1999

Electrochocs contre les réfugié-e-s?

Le projet de loi fédérale sur l'usage de la contrainte (LUSC) actuellement en consultation auprès des cantons, partis politiques et associations concernées propose l'usage de pistolets à électrochocs («taser guns»), notamment lors de rapatriements forcés de requérants d'asile.

L'usage d'une telle arme, provoquant des décharges électriques allant jusqu'à 50.000 volts, s'apparente à la torture: «La victime, en proie à de fortes douleurs, est ensuite paralysée pendant quelques instants et tombe.» Theo Van Boven, rapporteur spécial sur la torture, a évoqué le cas de ces armes devant la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU.

Cette arme peut notamment s'avérer très dangereuse pour une personne enceinte ou ayant des déficiences cardiaques. Utilisé à hauteur de la tête, le pistolet à électrochocs peut provoquer une perte de la vue, porter atteinte au système nerveux ou défigurer la personne.

En novembre 2004, des rapports d'Amnesty International annoncent que plus de 70 personnes sont décédées aux États-Unis et au Canada depuis 2001, après avoir reçu des décharges électriques de pistolets paralysants Taser.

«Des pistolets paralysants ont été utilisés par les policiers pour venir à bout d'élèves difficiles, de personnes non armées souffrant de troubles mentaux ou en état d'ébriété, de suspects qui s'enfuyaient après avoir commis un délit mineur ou de personnes ayant eu une altercation avec des policiers ou n'ayant pas obtempéré immédiatement à un ordre».

Situation générale en Suisse

La Commission technique des polices suisses (CTPS) a autorisé les différents corps de police du pays à se doter des pistolets Taser. Selon le site Internet de la firme Taser International, la Suisse a été le premier État européen à officiellement autoriser l'usage des Tasers. La Suisse a ainsi choisi de jouer les pionniers en la matière. Différents corps de police ont d'ores et déjà testé ou fait l'acquisition des armes paralysantes. Des tests ont été effectués à Genève, Berne et Zürich, alors que Schwyz, Bâle-campagne et la Principauté du Liechtenstein ont annoncé leur mise en service. Il en va de même pour les polices municipales de Zürich et de Dübendorf. Le Valais qui avait songé dans un premier temps à acquérir des Tasers a finalement estimé qu'il n'en avait pas l'utilité. La Ville de Berne et le Canton de Neuchâtel ont expressément renoncé à ce type d'arme.

Actuellement de nouveaux tests sont en cours, notamment en Allemagne, pour "améliorer" les armes à électrochocs (différentes marques et modèles). Aux États-Unis, on utilise également des ceintures à télécommandes électriques.



Feu le Désert

La maison du Désert, au bénéfice d'un contrat de prêt-à-usage depuis une douzaine d'années avec la ville de Lozane, a brûlé accidentellement fin janvier.

Lieu de nombreuses fêtes mémorables et d'un magnifique jardin qui vit entre autres se tenir de mythiques tournois de foot intersquat, la maison (monument historique) avait été rénovée en grande partie par les habitant-e-s en échange de la prolongation du contrat, il y a quelques années.

Nous tenons à exprimer notre solidarité avec les habitant-e-s, ce d'autant plus que la ville a eu une attitude particulièrement brutale pour leur signifier qu'elles avaient 1 jour (puis 3) pour ramasser leurs affaires et décamper! Un local a pu finalement être mis à disposition pour 1 mois pour stocker les affaires, mais un soutien municipal pour une nouvelle maison semble hors de question. Ce qui en dit long sur le soi-disant encouragement aux contrats de confiance que la ville oppose aux squats.

Un habitant de la maison a souhaité voir publier ce poème qu'il a écrit le lendemain de l'incendie:

*Blanche, la neige sous les bottes,
Noire la chambre après le feu,
Coulent les larmes de marie*

*Blanche la neige sur les toits,
Rouges les joues après les pleurs
Zen l'attitude des Déserteurs*

*Froide la journée sous la neige
Chaude l'amitié au désert
Triste la voix de vieux-père*

*Froid ce pays en hivers,
Merveilleuse la solidarité du désert
Triste de perdre une maison*

Non-conciliation au squat de Marterey

Voici maintenant 5 mois que l'ancienne laiterie de la rue Marterey à Lausanne revit, depuis que nous l'avons occupée. Après quelques apéros et chantiers populaires de rénovation, c'est maintenant l'ouverture hebdomadaire du salon de thé infokiosque qui nous permet de tisser des liens avec l'entourage, et l'affluence des ami-e-s, sympatisant-e-s, voisin-e-s nous conforte dans le sentiment que ce lieu joue un rôle au sein du quartier.

Seulement voilà, il y a souvent un « mais » qui vient s'installer quand on parle de la maison... Ce « mais » a pour nom la banque WIR, qui n'est autre que la propriétaire. Celle-ci s'est dès le début montrée intransigeante à notre égard. Ayant engagé une promesse de vente avec un promoteur immobilier zougais, elle nous somme de déguerpir sous prétexte de ne pouvoir vendre la maison sinon. Après le dépôt d'une plainte pénale, une séance de (non-)conciliation chez le juge d'instruction, de multiples tentatives de rentrer

en contact avec le fameux promoteur, nous recevons aujourd'hui une lettre du juge, qui nous avertit que si nous ne partons pas d'ici au 28 février, la banque ne retirera pas sa plainte... Précisons que cette date n'est pas encore celle d'une expulsion manu-militari, car pour voir cette menace se concrétiser, la procédure devrait passer par le civil, ce qui nous laisse un délai d'une durée encore indéterminée.

Nous n'acceptons pas cette date de départ qui n'a rien à voir avec un début réel des travaux, prévus par le promoteur au plus vite en automne. La maison resterait vide au moins jusqu'à ce moment, voire beaucoup plus longtemps... Rappelons qu'une mise à l'enquête doit encore avoir lieu, et l'on ne sait pas si le projet est déjà concret, sans compter la possibilité d'une faillite ou d'oppositions bloquant les travaux. Ces inquiétudes sont aussi celles des 213 personnes du quartier (habitant-e-s, commerçant-e-s, usager-e-s) qui ont signé en une semaine la lettre que nous allons envoyer aux proprios actuel et futur, ainsi qu'à la municipalité et au conseil communal de Lausanne.

Si vous désirez nous rencontrer ou nous soutenir, nous nous réjouissons de vous accueillir les lundis de 16h à 19h, à l'occasion du salon de thé infokiosque, jusqu'à fin mars. Venez vous théiner la gueule avec nous !

Le collectif de la Laiterie



..... Lausanne - Cité du futur

Le crime, c'est pas les squats, mais la propriété

Ex-squat de la RiPOSTE (Malley). Maison expulsée à deux reprises en plein hiver (février 2004). Quartier bouclé par les anti-émeutes, occupant-e-s brutalisé-e-s, plainte consécutive contre la police classée, maison sabotée et murée par les propriétaires (La Poste). Toujours vide.. Carte postale intersquat bientôt disponible en couleur dans votre infokiosk.

Agenda

Samedi 19 février

R'n'r Monster Night à l'espace, 21h
Reverend Beat-man (blues-trash-Bienne)
Guitar Fucker (one man rock show, La Tchaux)
Wild Guy (R'n'R Boys, watch out! Lôz)

Dimanche 20 février

Concerts à l'espace
Vialka + Koonda Hola + Usaisa Monster

Vendredi 1er avril

Concerts à l'espace, 21h
BINAMÉ (punk musette, B)

ACTIVITES REGULIERES

Lundi 16h-19h de janvier à mars

Salon de thé à la Laiterie,
Marterey 23

Jeudi dès 20h

Bouffe végétarienne à l'espace
autogéré, César-Roux 30

Vendredi 20h

Bouffe pop' au Chien Rouge
(ancienne polyclinique, César-Roux)

Vendredi 21h

Projections au cinéma Oblò
Av. de France 9
Programme: www.oblo.ch

www.squat.net/ea (Agenda)